



# CONTEXTE ÉCONOMIQUE GLOBAL

---

FICHE VARIABLE

## CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE

**COLLÈGE DE PROSPECTIVE**  
CHANTIER INDUSTRIE



# SYSTÈME DE VARIABLES

Cette fiche s'inscrit dans un système global de variables.

Les variables faisant l'objet d'une fiche sont celles identifiées lors des premières tables rondes du chantier prospectif comme porteuses d'évolutions majeures ayant un impact direct ou indirect sur l'industrie.

Chaque fiche rassemble, sauf exception, la documentation permettant de comprendre l'évolution passée, présente et future d'une variable.

Elle expose les dynamiques d'évolution (tendances, ruptures...), et propose quelques évolutions possibles (micro-scénarios travaillés en atelier).

## 1. CONTEXTE ÉCONOMIQUE GLOBAL

Croissance économique mondiale  
Monnaie  
Europe, Brexit  
Production française  
Export  
Coûts de production  
Intervention de l'Etat  
Internationalisation  
Ressources (énergie, matières...)

## 2. ÉVOLUTIONS ÉCONOMIQUES DE L'INDUSTRIE

Servicialisation de l'industrie  
Modèles d'affaires  
Logistique et Supply Chain

## 3. ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES

Sécurité industrielle  
Règlementations  
Changements climatiques

## 4. ATTRACTIVITÉ RÉGIONALE

Capital humain  
Attractivité régionale  
Infrastructures  
Environnement institutionnel,  
économique, gouvernance  
locale  
Recherche et développement

## 5. ÉVOLUTIONS TECHNOLOGIQUES

Big Data  
Intelligence Artificielle  
Réalité augmentée  
Cobotique  
Fabrication additive  
Internet des objets  
Gestion de cycle de vie du  
produit

## 6. ÉVOLUTIONS SOCIÉTALES

Imaginaire de l'industrie

Tendances de consommation

# TRAJECTOIRE DE LA VARIABLE

PASSÉ > PRÉSENT > FUTURS POSSIBLES

## QUELLE A ÉTÉ L'ÉVOLUTION PASSÉE DE LA VARIABLE ?

Les dix dernières années ont été marquées par une série de crises économiques et de chocs négatifs de grande ampleur, en particulier la crise financière mondiale de 2008-2009, puis la crise européenne de la dette souveraine entre 2010 et 2012.

L'économie mondiale reprend néanmoins de la vigueur, plus ou moins accentuée selon les pays et les régions, à partir de 2016/2017, en lien avec des conditions d'investissement qui se sont améliorées, une moindre volatilité financière, une reprise observée dans certains secteurs des produits de base etc. Les échanges internationaux de marchandises se renforcent.

Toutefois, les reconfigurations des principales relations commerciales, sous l'effet notamment de la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union Européenne, de celle des États-Unis d'Amérique de renégocier l'Accord de libre-échange nord-américain et de revoir les termes de ses autres accords commerciaux, marquent un nouveau ralentissement économique à partir de 2019, et conduisent à des politiques protectionnistes dans certaines régions du monde. Notons la signature de l'accord de libre-échange entre les dix états de l'Asean (Indonésie, Thaïlande, Singapour, Malaisie, Philippines, Vietnam, Birmanie, Cambodge, Laos et Brunei) – et la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, dont le marché représente 30 % du PIB mondial, et pouvant amener à de possibles bouleversements des équilibres mondiaux.

À ce contexte s'est adjoint dès la fin de l'année 2019 le développement d'une pandémie liée à la propagation du virus de la Covid-19, ayant des effets dévastateurs sur les économies mondiales, en particulier en Europe.



# PASSÉ > PRÉSENT > FUTURS POSSIBLES

## QUELLES SONT LES DYNAMIQUES À L'ŒUVRE ?

Plusieurs organismes ont entrepris des travaux d'estimations des impacts du ralentissement de l'activité économique pour l'année 2020. Parmi les derniers travaux publiés, l'OCDE, en décembre, propose différentes prévisions, plus optimistes que celles proposées en juin 2020, en lien avec les annonces de découvertes de vaccins. Ainsi, l'OCDE table sur une récession mondiale de 4,2 % pour 2020, récession équivalente à celle proposée par le Fonds Monétaire International en octobre 2020, ce dernier l'évaluant à -4,4 %. Cette année de récession devrait ensuite connaître un rebond du PIB, estimé par l'OCDE à +4,2 % pour 2021 (+5,2 % pour le FMI) et +3,7 % pour 2022. Néanmoins, la situation sanitaire encore très largement dégradée début 2021 peut fortement ralentir ces prévisions de reprise économique.

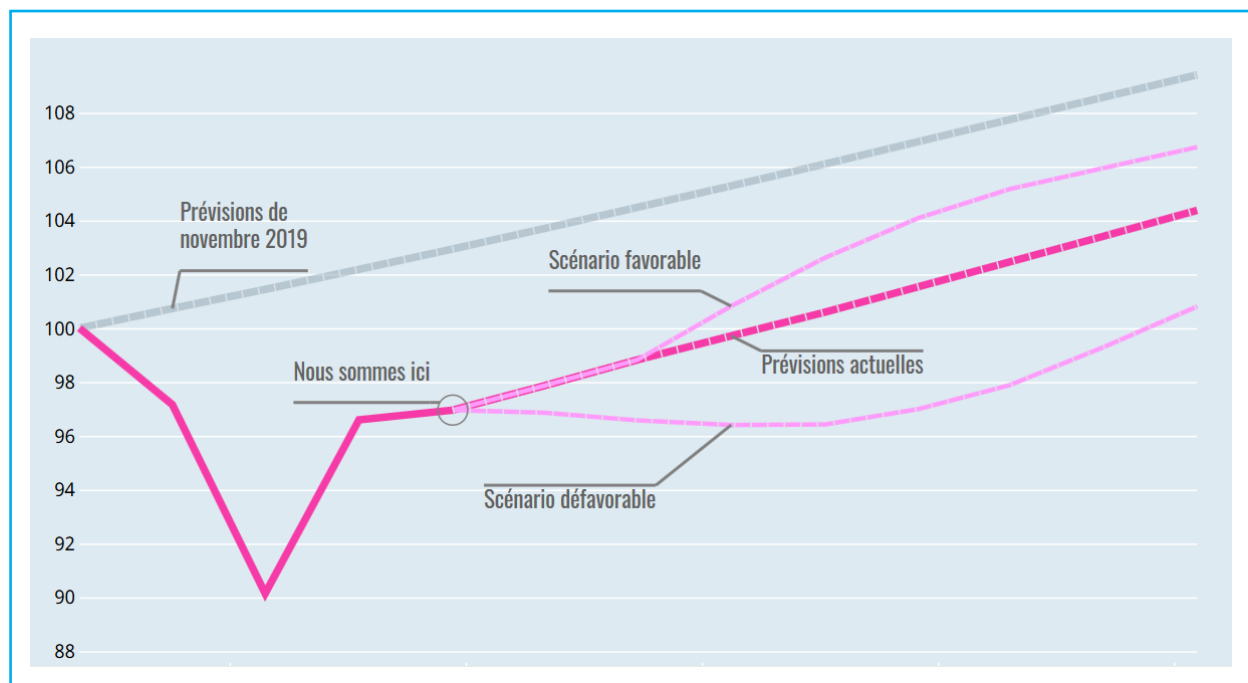
## DÉFINITION DU PIB

La croissance économique quantifie la variation de production (biens et services) dans une économie, en évolution annuelle à l'aide d'un indicateur : le PIB.

Le PIB (produit intérieur brut) est la somme des valeurs ajoutées de toutes les entreprises nationales ou internationales situées sur le territoire.

A noter que le taux de croissance annuel de la France a été négatif à cinq reprises depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale : en 1975 suite au premier choc pétrolier, en 1993 avec la crise du système monétaire européen, en 2008 et 2009 du fait de la crise financière et en 2020 en raison de la crise de la Covid-19.

Figure 1 : PIB mondial, perspectives de l'OCDE à l'horizon 2022 (indice 100 à partir du trimestre 4 de l'année 2019)



Source : OCDE – décembre 2020

<http://www.oecd.org/perspectives-economiques/decembre-2020/>

La France compte parmi les pays les plus impactés par la crise, avec un PIB attendu en baisse de 9,1 % pour l'année 2020. Cette estimation de l'OCDE concorde avec celles de l'Insee (-9,0 %) et de la Banque de France (-9,0 % à -10,0 %) tandis que le gouvernement table sur un repli de -11 %. Mais la France devrait aussi être l'un de ceux dont la croissance de son PIB sera la plus élevée : +6,0 % pour 2021, à relier – au-delà des vaccins – à l'intervention massive des pouvoirs publics (plan de relance de l'Union Européenne, doté de 750 milliards d'euros, plan de relance national, soutiens régionaux...), mais aussi à l'épargne forcée d'une partie des ménages français qui peut aider la reprise. Là encore, les estimations risquent d'être revues à la baisse en raison de la situation sanitaire très fortement dégradée en Europe sur le premier trimestre 2021.

Figure 2 : Prévion de PIB pour quelques pays

Exemples de pays	2020	2021	2022
<b>Production mondiale</b>	<b>-4,2%</b>	<b>+4,2%</b>	<b>+3,7%</b>
<b>Zone Euro</b>	<b>-7,5%</b>	<b>+3,6%</b>	<b>+3,3%</b>
Etats-Unis	-3,7%	+3,2%	+3,5%
Allemagne	-5,5%	+2,8%	+3,3%
<b>France</b>	<b>-9,1%</b>	<b>+6,0%</b>	<b>+3,3%</b>
Italie	-9,1%	+4,3%	+3,2%
Royaume-Uni	-11,2%	+4,2%	+4,1%
Japon	-5,3%	+2,3%	+1,5%
Canada	-5,4%	+3,5%	+2,0%
Chine	1,8%	+8,0%	+4,9%

Source : OCDE – décembre 2020

## QUELLES SONT LES DYNAMIQUES EN RÉGION HAUTS-DE-FRANCE ?

La crise sanitaire liée à l'épidémie de la Covid-19 a provoqué une baisse importante de l'activité économique. Une régionalisation d'estimations nationales réalisées par l'Insee met en évidence des pertes d'activités potentielles légèrement moins importantes pour les Hauts-de-France en raison notamment d'un secteur non marchand, moins touché, et davantage présent en région.

Après une chute de l'activité au deuxième trimestre 2020 de 18,6 % par rapport au niveau d'avant crise (quatrième trimestre 2019), cet écart s'était réduit à 3,6 % au troisième trimestre. La deuxième vague épidémique conduirait à une perte d'activité de 7,6 % sur ce quatrième trimestre 2020, soit un niveau moindre à celle observée au cours du 1<sup>er</sup> confinement. Toutefois, les situations sont assez différentes entre les secteurs d'activité et au sein même de ces secteurs.

Pour l'industrie, durement touchée au deuxième trimestre (-21,6 %), le repli est estimé à -5,6 % au troisième trimestre et à -7,6 % pour le dernier. Les difficultés sont variables d'un secteur d'activité à un autre. La fabrication de matériel de transport est durement impactée tandis que l'industrie alimentaire apparaît plus résiliente. Des nomenclatures plus fines montreraient d'importantes difficultés pour certains secteurs industriels dépendants d'autres activités. C'est par exemple le cas de la verrerie qui semble être durement impactée par le recul du trafic aérien (recul des activités de vente en *duty free*), ou encore de certains segments de l'industrie métallurgique ou du caoutchouc/plastiques, dépendants de la construction automobile ou aéronautique. Plusieurs entreprises ont d'ores et déjà annoncé des suppressions d'emplois en région (Bridgestone à Béthune, AGC Glass France à Boussois dans le Nord...).



Figure 3 : Estimation macroéconomique de la perte d'activité liée à la crise sanitaire dans les Hauts-de-France par régionalisation

Branches	Part dans le PIB national	Part dans le PIB régional	2 <sup>ème</sup> trimestre 2020		3 <sup>ème</sup> trimestre 2020		nov-20		4 <sup>ème</sup> trimestre 2020	
			Impact estimé par secteur en écart au niveau d'avant crise	Contribution à la perte d'activité régionale (en point de PIB)	Impact estimé par secteur en écart au niveau d'avant crise	Contribution à la perte d'activité régionale (en point de PIB)	Impact estimé par secteur en écart au niveau d'avant crise	Contribution à la perte d'activité régionale (en point de PIB)	Impact estimé par secteur en écart au niveau d'avant crise	Contribution à la perte d'activité régionale (en point de PIB)
Agriculture, sylviculture et pêche	1,8%	2,2%	-1,9	0,0	-1,6	0,0	-2,0	0,0	-1,0	0,0
Industrie	14,2%	17,0%	-21,6	-3,7	-5,6	-1,0	-8,3	-1,4	-6,0	-1,0
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produit à base de tabac	2,4%	3,6%	-9,6	-0,3	-1,8	-0,1	-5,0	-0,2	-3,0	-0,1
Cokéfaction et raffinage	0,1%	0,0%	-17,3	0,0	-28,8	0,0	-18,0	0,0	-18,0	0,0
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	1,5%	1,1%	-24,1	-0,3	-5,8	-0,1	-8,0	-0,1	-7,0	-0,1
Fabrication de matériel de transport	1,4%	1,2%	-50,9	-0,6	-20,9	-0,3	-13,0	-0,2	-11,0	-0,1
Fabrication d'autres produits industriels	6,2%	8,6%	-23,9	-2,0	-5,6	-0,5	-10,0	-0,9	-7,0	-0,6
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	2,6%	2,6%	-15,1	-0,4	-3,6	-0,1	-5,0	-0,1	-4,0	-0,1
Construction	5,5%	5,6%	-31,2	-1,8	-5,6	-0,3	-12,0	-0,7	-7,0	-0,4
Services principalement marchands	55,8%	46,7%	-17,9	-8,4	-4,9	-2,3	-16,1	-7,5	-10,8	-5,0
Services principalement non marchands	22,8%	28,5%	-16,8	-4,8	0,0	0,0	-7,0	-2,0	-4,0	-1,1
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>-18,6</b>	<b>-18,6</b>	<b>-3,6</b>	<b>-3,6</b>	<b>-11,7</b>	<b>-11,7</b>	<b>-7,6</b>	<b>-7,6</b>

Sources : Calculs Agence Hauts-de-France 2020-2040 à partir des hypothèses nationales de la note de conjoncture de l'Insee du 17 Novembre 2020 et des répartitions sectorielles de la valeur ajoutée des régions

Lors du premier confinement annoncé, les industries n'ont pas pu toutes appliquer les mêmes schémas de continuité de l'activité, ceux-ci étant liés à la nature des activités, aux marchés clients, aux positionnements dans les chaînes de valeur... Les entreprises ont aussi été différemment impactées selon les situations sanitaires de leurs territoires d'implantation ou ont elles-mêmes parfois dû fermer précocement en raison de cas avérés de Covid-19 au sein des établissements.

Sans prétendre à l'exhaustivité, les difficultés des entreprises industrielles sont au moins de cinq ordres :

**1 financier** : les entreprises sont confrontées à d'importantes difficultés de trésorerie : bail, loyer, avance des charges sociales... Les revenus liés à l'activité se réduisent. L'Etat, les collectivités territoriales et leurs différents partenaires ont rapidement mis en place des actions (décalage des échéances de prêts, prêts garantis par l'Etat, dispositif de prise en charge du chômage partiel...); toutefois, les capacités d'autofinancement des entreprises se sont considérablement réduites, certaines pourraient également avoir d'importantes difficultés à relancer l'activité ou à investir pour maintenir l'outil de production à niveau (parfois vieillissant par rapport à l'Allemagne ou l'Italie) ;

**2 organisationnel** : les difficultés organisationnelles relèvent des relations des entreprises dans leurs écosystèmes (liens aux sous-traitants, aux fournisseurs...), de l'interruption des chaînes d'approvisionnement, d'éventuelles tensions sur les chaînes de production (exemple : industrie alimentaire...). Certaines entreprises ont dû faire face à des fermetures de sites, engageant des opérations complexes (exemple : procédures des sites SEVESO) ou occasionnant d'importants dégâts aux outils de production (par exemple, fermeture d'un haut fourneau...);

**3 productif** : les incertitudes pèsent lourdement sur les niveaux de consommation post-crise ;

**4 social** : destructions d'emplois liées aux baisses d'activités, touchant d'abord les plus précaires (CDD, intérim..) puis à terme les défaillances d'entreprises ;

**5 sanitaire** : les entreprises doivent et devront poursuivre les actions sanitaires en faveur de la protection de leurs salariés et assumer les surcoûts liés aux protocoles sanitaires...



# PASSÉ > PRÉSENT > FUTURS POSSIBLES

## QUELLES SONT LES INFLEXIONS ET RUPTURES QUI POURRAIENT MODIFIER LES DYNAMIQUES EN COURS ?

Les prévisions sur la croissance économique restent fragiles et sont dépendantes, à court terme (liste non exhaustive) :

- des tensions géopolitiques, autour de l'exploitation des sources pétrolières,
- des tensions autour des accords commerciaux (accord de négociation entre UE et Royaume-Uni qui a nécessité d'importantes discussions, tensions entre Chine et Etats-Unis...), faisant craindre un durcissement des obstacles au commerce et une exacerbation des différends commerciaux,
- des troubles sociaux des pays, qui - s'ils diffèrent d'un pays à l'autre – mettent en relief une perte globale de confiance dans les institutions, des décalages de perception entre dirigeants et population...,
- des dépendances aux liquidités et à l'appui des pouvoirs publics : le rebond du PIB prévu pour 2021 de la France et de la zone Euro est fortement corrélé à l'interventionnisme

des Etats (plans de relance) et au rôle de la Banque Centrale Européenne de maintenir un niveau d'inflation (aux environs de 2 %) afin de dégager des liquidités. Ce dégagement des liquidités ne se fait qu'à condition de maintenir des taux d'intérêts directeurs faibles et par le rachat par la BCE de dettes obligataires (donnant davantage de « souffle » aux banques pour soutenir l'emprunt et le financement de projets hors marché de titres obligataires),

- de la reprise d'épidémies, même localisées, et de potentielles mesures de confinements ou de limitation de l'activité...

A plus long terme, la croissance économique peut être perturbée par la récurrence des catastrophes naturelles (tempêtes, inondations, tornades...), fortement liées aux changements climatiques.

Ces catastrophes, combinées aux crises sanitaires, peuvent faire évoluer les économies vers davantage de soutien aux systèmes de santé, peuvent engager davantage de réflexions sur le développement d'une économie de proximité, à favoriser une croissance plus sobre d'un point de vue environnemental...

L'interdépendance des économies, mise en exergue par la pandémie peut également développer la coopération entre pays.



# MICRO-SCÉNARIOS

Elaborés en atelier, ces scénarios proposent un contenu de l'évolution possible de la variable étudiée, articulés à partir de trois hypothèses :

- **une hypothèse basse** (quelle évolution de la variable défavoriserait l'industrie régionale),
- **une hypothèse haute** (quelle évolution de la variable favoriserait l'industrie régionale),
- ainsi qu'un scénario s'inscrivant davantage dans une forme de continuité (**hypothèse tendancielle**).

## SORTIE DE CRISE ET REBOND DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

La croissance économique connaît un important rebond après une coopération mondiale visant à maîtriser la pandémie de la Covid-19. La France enregistre une croissance de la consommation, et d'importantes innovations sur le plan technologique, sociétal, culturel... Les modèles d'affaires, en lien avec des évolutions environnementales et sociétales, évoluent et le coût des biens et des services n'est plus le seul critère d'achat. La Région continue d'investir sur le long terme en agissant sur les économies bas carbone (accélération du programme REV 3). Les métiers de l'industrie sont valorisés et porteurs.

## UNE REPRISE SOUS PERFUSION

La reprise économique se fait attendre et se fait en stop and go en raison de reprises épidémiques au niveau mondial, conjuguées à des épisodes climatiques impactant certaines parties du monde à intervalle de plus en plus régulier.

La croissance économique française et les prévisions de reprise sont incertaines. Pour parer les soubresauts, la France poursuit ses programmes d'appui et de relance dans le cadre de sa politique industrielle, relayée par les Régions. Les industries régionales pâtissent de la situation et cherchent à maintenir leur niveau d'activité au détriment de l'innovation et de l'emploi, et peinent à anticiper les évolutions du marché.

## REPRISE ÉCONOMIQUE LENTE, MANQUE DE CONFIANCE DES MÉNAGES

La reprise économique est lente au niveau mondial et le commerce international est durablement désorganisé. La croissance économique mondiale reste ralentie et tarde à revenir pour certains biens de consommation, en lien avec le manque de confiance des ménages. L'emploi diminue dans les filières les plus fragiles et les moins préparées aux évolutions sociétales et environnementales.



# RÉFÉRENCES DOCUMENTAIRES

- Business France, Bilan 2019 des investissements en France
- La fabrique de l'industrie, novembre 2020 : « Réindustrialiser plutôt que réindustrialiser »
- Perspectives économiques de l'OCDE, décembre 2020
- JDN, 20.01.2020, « Classement PIB : la France, 3ème économie mondiale la plus touchée par la crise »
- FMI, « Perspectives de l'économie mondiale » , octobre 2020
- Le Monde, décembre 2020, « La France frappée par la vague des licenciements »
- Le Monde, 15.11.2020, « Quinze pays d'Asie et du Pacifique signent un accord de libre-échange autour de la Chine »
- Agence Hauts-de-France 2020-2040, Flash info n°5, novembre 2020 : « Impact potentiel de la crise sanitaire sur l'activité économique »
- Agence Hauts-de-France 2020-2040, Repères HDF n°20, avril 2020 : « Les impacts du COVID sur les industries régionales »
- Agence Hauts-de-France 2020-2040, Repères HDF n°27, décembre 2020 : « Impacts de la crise économique liée à la Covid-19 : une approche territorialisée »



Date de publication : février 2021

Rédaction : Karen Maloingne - Ahlam Benlemseml  
Christophe Meulemans - Sylvie Delbart

Contact : [collegedeprospective@hautsdefrance.fr](mailto:collegedeprospective@hautsdefrance.fr)

Retrouvez l'actualité et les publications du collège sur le site de  
l'Agence Hauts-de-France 2020-2040

<https://2040.hautsdefrance.fr>